



1ère rencontre régionale des monnaies locales d'Occitanie (Monedòc)

organisée par l'Aïga, monnaie locale des Cévennes, à Florac - SupAgro - 2 octobre 10h

"Les monnaies alternatives comme instrument de réponse aux crises environnementales, économiques et sociales ?"

En ces temps de crise sanitaire et géopolitique où notre dépendance à des productions lointaines pour des biens essentiels a brusquement ressurgi, les monnaies locales complémentaires (MLC) ont sans doute une carte à jouer, en tant que vecteurs d'économies ordinaires résilientes. La crise économique qui résulte de la crise sanitaire, et plus récemment de la crise géopolitique, engendre un risque élevé de défaillance de petits commerces et petits producteurs plus vulnérables que les grandes firmes, tandis qu'elle accroît les risques d'une crise financière affectant banques, euro et, par contrecoup, via une crise du crédit, l'ensemble de l'économie (dont le risque d'inflation).

Face à cela, les MLC suscitent un intérêt renouvelé compte tenu des finalités qu'elles portent tant d'un point de vue économique (stimulation de l'économie locale) que d'un point de vue écologique (priorité aux circuits courts et à des productions respectueuses de l'environnement), politique (appropriation démocratique de la monnaie), social (retisser des liens et de la confiance) ou symbolique (réflexion sur les modes de valorisation des richesses).

Ces projets s'inscrivent dans une dynamique plus large d'initiatives citoyennes locales qui s'emparent des outils économiques et les mettent au service d'objectifs de bien commun. Quel bilan tirer de ces initiatives monétaires ? Quels sont leurs potentiels, forces et faiblesses ? À quelles conditions peuvent-elles constituer des outils de transition et de résilience territoriale ?

La monnaie locale complémentaire (MLC) Causses Cévennes l'Aïga (eau en occitan) a été instaurée en 2019 en Cévennes et Piémont Cévenol, en 2020 sur le Causse Méjean, en juin 2021 à Florac et ses environs et au printemps 2022 autour de Mende. L'association gérante de la monnaie, Cévennes en Transition, a mené une étude en 2022 pour appréhender les besoins de nos territoires, financée par la Région Occitanie.

Les questions soulevées dans cette étude par les différents acteurs nous ont conduits à organiser une rencontre régionale à Florac sur les potentialités des monnaies alternatives à faire face aux situations économiques, sociales et environnementales émergentes.

Cette rencontre a eu lieu le dimanche 2 octobre de 10h à 16h à Florac (SupAgro). Elle a été appuyée par le réseau des monnaies locales d'Occitanie (Monedòc), ainsi que par l'Université Rurale des Cévennes et son support local à Florac (l'association Savoirs en Chantiers).

Compte-rendu de la rencontre du 2 octobre 2022

Chantal Hémar d a ouvert la journée en rappelant l'histoire de l'Aïga, ainsi que l'étude de Bérénice Langouet, étudiante à Montpellier en master 2 de Gestion des territoires et développement local, sur les potentialités d'expansion de la monnaie. L'étude a montré qu'il y avait besoin d'apporter des précisions sur le fonctionnement monétaire, d'où l'idée d'organiser une journée de rencontre avec des chercheurs, sous l'égide de Monedòc. Les MLCC peuvent-elles être une des réponses aux besoins de la situation économique et écologique actuelle ?

Après avoir présenté les intervenants et le déroulement de la journée, la matinée a démarré par l'intervention d'Olivier Vallée.

Matinée : Paysage monétaire : communs et réponses locales

La monnaie : un objet construit et variable

Olivier Vallée – Fonctionnement et limites des monnaies

Économiste et politiste, spécialiste de la « zone franc » en Afrique, auteur de plusieurs livres sur la monnaie, la dette, les questions financières et les matières premières

La monnaie est un objet fluctuant, que les théories de la monnaie tentent de cerner. Toute société a besoin de signes pour échanger. Dans notre zone, l'euro est une monnaie dominante, mais il existe d'autres monnaies qui jouent aussi le rôle de vecteurs monétaires, participent à la circulation monétaire et à la création d'actifs (cryptomonnaie, monnaies dites « parallèles », etc...).

Trois grandes familles des monnaies « parallèles » (d'après Jérôme Blanc, économiste à Sciences Po Lyon) :

- monnaies alternatives : miles, tickets restaurant, cartes de fidélité...
- « community currencies » : sans lien particulier à la localité, elles permettent d'échanger des marchandises hors marché dans un LETS (*local system and trade system*). Existent aux USA, GB (chambres de compensation). Ressemble aux SEL (*systèmes d'échanges locaux*) qui utilisent le troc, l'échange de services en unité de temps.
- monnaies locales : ont un dénominateur géographique (*lac, massif, ville, fleuve...*). Découpage non historique, non administratif et non politique. Émanent de la société civile. Forment un nouveau paradigme (*coupure par rapport au système dominant qui a un périmètre national ou d'union monétaire -euro, dollar, etc-*).

Les monnaies traditionnelles sont liées à un État-nation et au privilège d'émission de pièces puis de monnaie papier de cet État. Certains économistes en France comme Michel Aglietta sont pour un souverainisme monétaire, qu'ils opposent à la monnaie-dette, en l'occurrence le dollar américain. Il n'y a peut-être pas de bonne monnaie, citoyenne versus monnaie d'État.

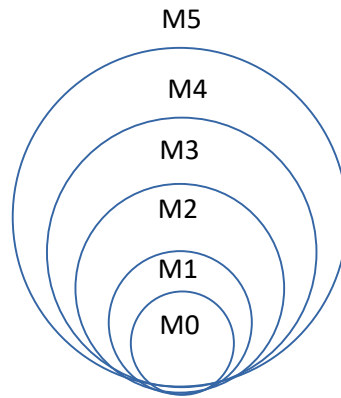
En fait ces différents types de monnaies se superposent, s'enchevêtrent et interagissent.

Masse monétaire

L'ensemble émetteurs / utilisateurs est en fait pluriel ; il y a beaucoup de représentations obsolètes et illusoire sur la monnaie ; battre monnaie est une réalité fantasmée.

Schéma de la masse monétaire :

- M0 (M zéro) = cœur fictif de la masse monétaire = billets et pièces, privilège du trésor public et de la Banque de France.
- M1 est l'agrégat de la monnaie M0, des chèques et des dépôts.
- M2 est l'agrégat de M1, plus les titres et dépôts qui excèdent une durée d'un an.
- M3 est l'agrégat de M2, plus les titres de créances négociables...
- M4 est l'agrégat de M3, plus les edge-funds, OPCVM, subprimes...



Chiffres de 2016 des volumes monétaires dans l'Eurosystème.

- 890 MM€ en M1
- 1 340 MM€ en M2
- 2 900 MM€ en M3

Il y a une chaîne de création monétaire exponentielle.

La création de monnaie des edge-funds dans les marchés financiers est hors de contrôle, leur pouvoir de création monétaire excède celui de la BCE par exemple.

Contrairement à la représentation de la monnaie émanant de l'État et de la Banque centrale ! Aux États-Unis en particulier se développent des blocs de titrisation d'actifs qui tendent à la création monétaire avec de nouveaux périmètres monétaires comme M 4 et M5.

Théories de la monnaie

David Ricardo (école classique) considérait la monnaie comme une marchandise. Karl Marx fonde la monnaie sur le travail. En 1945 John Maynard Keynes souhaitait une monnaie supranationale, le Bancor : le stock de ressources naturelles étant limité, la monnaie devait être la contrepartie de ce stock limité à préserver, grâce à des verrous, la valeur des monnaies (*alors basée sur des stocks d'or*).

En 1971 Nixon abolit la possibilité d'échanger le dollar contre l'or. Le dollar déconnecté de l'or permet aux États-Unis d'émettre une monnaie dominante mais non garantie par l'or. Cela permet une expansion de la création monétaire dans un système sans verrous... Le dollar se dévalue immédiatement, et les pays producteurs de pétrole qui ne vendent qu'en dollars haussent le prix du pétrole, ressource rare (*et polluante*).

Pourquoi la décision de Nixon ? Les USA sont épuisés par la guerre du Vietnam, la croissance japonaise est une menace, les USA importent et n'exportent plus. Nixon taxe aussi les importations...

La formation des monnaies : un processus contradictoire

A sa naissance (période coloniale avant 1776 et jusqu'à la crise de 1929) le système monétaire américain est décentralisé et utilise les monnaies locales et le troc de compensation.

En effet, les USA, comme toutes les nations qui se sont extirpées du colonialisme, se méfient de tout système centralisé. Ainsi, les premiers colons ont utilisé les coquillages des indiens natifs, et la référence pour la monnaie était le tabac en Virginie...

Évolution de la notion de banque (*bank*) :

- « money handler » est le système initial = le banquier détient de l'argent, des marchandises, de l'or... Sans autre fonction !

- « money lender » = évolution vers un métier de prêt

Il y a conflit dès la formation des États-Unis entre Hamilton et Jefferson sur la monnaie : privilège fédéral ou autorisation à chaque État de battre monnaie ? Aujourd'hui encore, le système est décentralisé en 6 régions et par exemple la Reserve Bank régionale dont le siège est à Saint-Louis a autant d'importance que la FED de New-York.

Un des aspects du débat de la monnaie locale est ainsi soulevé : Monnaie centralisée versus monnaie décentralisée ? Defi = decentralised finance. USA et Chine (très centralisatrice) sont aussi opposés sur ce sujet...

Théorie moderne de la monnaie (TMM)

Minsky est un économiste américain qui a inspiré la théorie moderne de la monnaie. Sa pensée est très peu connue en France. « Fiat money ! » est son slogan. Cela revient à donner à l'État tous les privilèges de création de la monnaie, injectée dans un programme visant emploi et transformation écologique. Minsky part du principe qu'on a trop utilisé des instruments impuissants, comme le contrôle de la quantité de monnaie. Il rejette également l'instrument actuel des Banques centrales qui est de contrôler par les prix (taux d'intérêt).

L'argent, pour la TMM, n'est pas fait pour être régulé, mais pour produire des effets concrets.

Aujourd'hui certains économistes de l'institut Veblen (Thorstein Veblen est un économiste norvégien : théorie de la classe de loisir) pensent, dans la lignée de Minsky, qu'il faut une monnaie « volontaire » émise par la Banque centrale européenne au bénéfice des États ou des collectivités territoriales et que cette monnaie doit être dispensée à l'échelon local.

Pour pérenniser cette création monétaire en « monnaie-don » sur des objectifs d'investissement écologique, cette monnaie-don pourrait être distribuée en tout ou partie par des monnaies locales, seules capables de réduire la fongibilité de la monnaie (c'est-à-dire une monnaie avec laquelle on peut acheter n'importe quoi sans restriction), car les monnaies locales sont orientées vers des objectifs visant l'économie réelle et diffusées à l'échelon local, les agents économiques locaux étant alors chargés de l'utiliser sur des cibles particulières...

Quelques définitions

La monnaie est **endogène** pour l'économie classique : c'est une contrepartie de la marchandise.

Aujourd'hui, la monnaie est **exogène** = la création monétaire passe principalement par des titres. Ex. : si un débiteur souverain (nation) ne rembourse pas sa dette, la dette est diminuée de 50% et on peut acheter des titres sur le marché, spéculer dessus => phénomène de titrisation.

Monnaie **non fongible** : ne peut pas être échangée contre n'importe quel bien, comme l'est la monnaie classique.

Monnaie **fondante** : monnaie qui se déprécie si elle n'est pas utilisée

Vélocité de la monnaie, c'est le nombre de fois que chaque billet passe de main en main en une année. Un billet peut ainsi circuler 420 fois pour une monnaie locale, au lieu de 21 fois pour une monnaie classique.

Gérard (la graine) : beaucoup de monnaies locales ont abandonné l'aspect fondant. C'est complexe, car il faut passer régulièrement dans un bureau de change pour prolonger la valeur de la monnaie et cela pousse aussi à la consommation... L'euro, sur lequel sont appuyées la plupart des monnaies locales, est une monnaie « dette ». Trop de monnaie circule dans les marchés financiers. Trop peu de monnaie circule localement... Grande transformation du XVIII^e siècle : passage d'une relation encadrée sociale-économique à une relation économique pure, grâce à l'argent. La ML peut réenchanter la relation...

Monnaie locale

Avec le système de réserve (currency board) : 100 euros = 100 aïgas. Il n'y a donc pas de création monétaire !
Sauf que la NEF s'engage à prêter 200 pour chaque dépôt de 100... Même si c'est de la monnaie dette, comme dans l'économie dominante, avec juste plus d'éthique...

Les monnaies locales en France : potentialités et états des lieux

Marie Fare – bilan du fonctionnement des monnaies locales en France

Maitre de conférences en sciences économiques à l'université Lumière Lyon-2, auteure avec Jérôme Blanc et Oriane Lafuente-Sampietro de « Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20 »

Monnaies locales (ML)

Elles sont gérées par des associations, convertibles, demandent le respect d'une charte. Elles prônent la valorisation des ressources locales. Elles veulent rendre l'économie plus soutenable et résiliente.

Elles ressemblent aux monnaies régionales en Allemagne, aux monnaies des villes en transition en GB ou aux monnaies alternatives en Amérique du Sud.

Banque de temps = échange de service entre particuliers sur la base de l'heure

Objectifs des ML

- territorialiser les activités
 - délimiter leur territoire géographique
 - renforcer les échanges dans cet espace, en favorisant le lien producteur / consommateur, en promouvant la mise en réseau. Notion de communauté
 - renforcer la participation locale citoyenne, l'empowerment
- dynamiser les échanges, grâce à des filières territorialisées, ou l'investissement des monnaies locales. Dénonciation de la thésaurisation : au Brésil, on parle de monnaie « circulante ». La taxe de fonte peut favoriser des projets locaux et pas seulement encourager à la consommation.
- transformer le système - les représentations sociales, les pratiques, les modes de vie - grâce à un échange interne aux porteurs de projets, qui bâtissent un projet spécifique avec des finalités spécifiques au territoire pour la ML. C'est le but des chartes, qui définissent des valeurs partagées. Permet notamment d'orienter la consommation. L'éducation citoyenne est aussi un grand enjeu (ex. : billet de zéro « mesure » pour sensibiliser au sens de la monnaie).

La mesure est une ML qui n'existe plus...

Toutes ces finalités interrogent sur l'espace choisi, la diversité des biens et services proposés, etc.

Bilan (données 2019)

82 ML. Chute du nombre de lancements. Bonne couverture du territoire français, avec évidemment des zones blanches.

63 ML ont répondu à l'enquête (*après beaucoup de relances...*).

Couverture de 35% du territoire français, majoritairement dans des espaces de 100.000 à 500.000 hab., souvent à cheval entre urbain, périurbain et rural.

Forte hétérogénéité entre les ML. Creusement des écarts entre les grandes monnaies et les plus modestes. Constat de la chute du nombre d'usagers particuliers entre 2014 et 2018.

La majorité des ML sont de taille très modeste, avec peu d'adhérents, peu de masse monétaire, avec des budgets inférieurs à 10.000 €. 19 ML seulement emploient un salarié.

Le format papier domine largement le format numérique, mais avec une volonté de complémentarité.

4 ML utilisent la fonte : -2% par an ou par semestre.

Contribution au développement local :

- volonté de transformer l'économie locale et l'empowerment citoyen
- 90 % des ML ont un partenariat local, mais 44% ont un seul partenariat (souvent avec une autre association de même valeur) et seulement 23% ont plus de 3 partenaires différents. L'entre-soi est donc souvent de mise...
- le soutien aux acteurs locaux est un objectif fort, mais peu de dispositifs effectifs sont mis en place (8 au total)
- 53% des ML sont subventionnées par les collectivités territoriales, mais 4 monnaies seulement sont utilisées par des collectivités territoriales pour payer des dépenses, et 6 pour payer leurs salariés
- les raisons des subventions par les collectivités territoriales sont traditionnelles : économie de proximité, financement de projets locaux...

Leviers et pistes à explorer

Question des moyens : épuisement des bénévoles, fragilité face au soutien d'une collectivité territoriale. Il faudrait plus de ressources, notamment pour l'enjeu du passage au numérique...

Cadre réglementaire : il a des limites, notamment il faudrait faciliter l'utilisation par les collectivités territoriales. *Aujourd'hui une ML est assimilée à un titre restaurant... Le fonds de réserve doit être équivalent à la valeur de la monnaie en circulation. Pouvoir libérateur = obligation d'accepter la monnaie (euros). La ML n'a pas ce pouvoir, c'est un contrat (ou de la confiance) entre les utilisateurs. Si la BCE considère que ces contrats contribuent à l'inflation, le cadre juridique peut évoluer... mais on est sans doute très loin d'en être là... La loi de 2014 n'a fait que reconnaître les pratiques existantes, mais n'a fondamentalement rien changé.*

Les politiques publiques locales iraient-elles dans le sens d'une utilisation des ML pour les projets écologiques ?

Les ML ne font pas encore assez partie des outils de développement local, car il n'y a pas assez de synergie entre les outils...

Conclusion

Les écarts sont importants entre la taille et le dynamisme des ML, avec des difficultés pour les petites monnaies. Il y a un fort enjeu de fidélisation des usagers. La faible implication des partenaires publics est à faire évoluer.

Faut-il faire évoluer la gouvernance avec plus de partenaires, mieux intégrer les ML dans un projet territorial ?

Il n'y a pas d'unicité de la monnaie, il faut sortir de cet imaginaire. La monnaie n'est pas liée au marché, c'est un lien social approprié par chacun selon son statut...

Regards de chercheur.e.s invité.e.s

Isabelle Guérin

socio-économiste à l'IRD Toulouse. Travaille beaucoup à l'international, notamment dans le sud de l'Inde.

Un décalage « exotique » permet de prendre du recul par rapport aux représentations de la monnaie.

Une monnaie est un outil de compte, de paiement, de réserve de valeur...

En Inde, un bien est considéré comme une richesse parce qu'il circule dans une communauté toujours en manque de liquidité. La richesse participe à la reproduction sociale, à entretenir la vie... Mais des compagnies et l'État indien essaient de transformer l'imaginaire, de faire croire que le bonheur, c'est de ne pas dépendre d'autrui et de mettre son argent à la banque... Cela a du mal à passer car en Inde, tout est mêlé (personnel, professionnel, amitiés, argent...), et personne ne laisse de l'argent dormant sur un compte : on le prête au cousin qui en a besoin !

Or = monnaie à objet multiple : unité de compte (un mariage = 5 g d'or), symbole, utilisation culturelle, bijou, stock. Il faudrait arriver à « Sortir ses aïgas comme on sort sa carte gold »

Venkat Subramanian

chercheur indien

En Inde, la monnaie nationale est en train d'arriver auprès de la population. Le paiement en nature était de mise, comme l'épargne en or. Pas de ML du type français, mais pourtant une pluralité monétaire. L'épargne locale est hors du système bancaire, il y a une grande résistance à utiliser les banques, il y a une préférence pour l'utilisation du système des tontines (*association collective d'épargne*). Le lot de la tontine est un jeton utilisable chez des producteurs locaux (*nourriture ou vêtements produits localement*). L'or est aussi acheté et échangé localement, car il comporte un tampon local. Certaines administrations payent leurs salariés en jetons utilisables dans les boutiques locales.

Le bio est en train d'émerger, sans certification. Les semences locales aussi.

Se soustraire au système bancaire dominant qui finance des projets de multinationales est une bonne idée.

Après-midi : Exemples de réponses par les MLC

Les actions en cours de réflexion pour faire face à la situation

Gérard Straumann

économiste agricole et rural, co-président de la monnaie locale de Montpellier La Graine

Objectifs 1 : réintégrer l'économie dans le social et le politique

Objectif 2 : réintégrer du politique dans le système monétaire

Actions sur 3 axes

1. Lutte contre l'inflation

La BCE annonce le verdissement de sa politique : déclarer le poids carbone de ses portefeuilles et moins soutenir les entreprises polluantes...

Causes de l'inflation en France :

- rupture chaîne d'approvisionnement (mondialisation, covid...)
- prix de l'énergie (pas seulement lié à la Russie)
- prix alimentaires (sécheresse, inondations, spéculation, guerre en Ukraine...)
- incertitudes géopolitiques

Comment les ML peuvent-elles agir ?

- briser les spirales inflationnistes (*entraînées par les raisonnements du genre : « je ne suis pas touché, contrairement aux autres, par l'augmentation des coûts de production, mais j'augmente quand même mes prix... »*)
- couper la parité avec l'euro ?

2. Plus d'éthique dans les dépôts NEF

5 M € de fonds de garantie des MLC en France sont actuellement placés à la NEF. À partir de 25 M€, les ML pourraient avoir un vrai impact sur la gouvernance NEF et le choix des projets financés. On pourrait aussi inciter les adhérents à déposer leur épargne sur les comptes NEF.

3. Développement de l'économie industrielle et écologique

Idée d'apporter une petite partie des aides des collectivités territoriales à la création d'entreprises, ou aux investissements pour la transition des entreprises, en monnaie locale. => recherche de fournisseurs locaux ou paiement en ML des salariés.

Un SPASER (schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables) est obligatoire pour les collectivités territoriales ayant des achats annuels de plus de 100 M€. Les appels d'offres pourraient prévoir le paiement partiel en ML, dans le cadre de la RSE...

Des exemples d'expérimentations

Chantal Hémard avec Olivier Truche du Cairn au téléphone

Je suis chargée de vous présenter ce qu'a fait le Cairn pendant un mois en 2020 en partenariat avec le CCAS de Grenoble. Olivier Truche de Grenoble répondra à vos questions par téléphone.

Le Cairn a été lancé en 2017 avec une charte orientée sur la solidarité et l'entraide entre les utilisateurs.

Des discussions se sont engagées avec le CCAS de Grenoble pour expérimenter un supplément en cairn des aides facultatives de dépannage de 1 mois à 3 mois (bons alimentaires, bons du trésor, chèques énergie,...) pour orienter les bénéficiaires des réseaux solidaires (épiceries et friperies) et les transports en commun.

Les sommes complémentaires ont été financées par la fondation archipel de l'utopie (contribution de 2000 €) complété par le CCAS.

L'action a été menée en décembre 2020 auprès de 220 personnes. 10 à 20 personnes par jour étaient envoyées par les travailleurs sociaux vers les bénévoles pour avoir un supplément de 20 Cairn.

L'action a demandé un gros investissement en temps des bénévoles. Elle a permis à 50% des bénéficiaires de découvrir l'épicerie solidaire où 1/3 de la somme y a été dépensée. L'action n'a pas été prolongée par manque de ressources humaines du côté du CCAS.

Une autre action a été menée à Pont de Claix afin de remonter les revenus de certaines personnes âgées à 80% du seuil de pauvreté en ajoutant un supplément en Cairn mais il a manqué de bénévoles pour rechercher des commerces accepteurs de la monnaie.

Chantal Hémard pour Sol Violette : 3 actions

La maison des chômeurs

La mairie de Toulouse et l'association Sol-violette ont mené une expérience entre 2012 et 2014 avec des Maisons de Chômeurs (MDC) : 90 foyers en 2012 puis 120 les deux années suivantes ont reçu 30 sols-violette/mois pendant un an. (A noter qu'en 2015, malgré l'arrêt des subventions de la mairie de Toulouse, l'association a pu reconduire le programme en le finançant avec les intérêts de son compte de cantonnement). Cette opération a été conçue comme une "expérimentation ponctuelle", non considérée comme une subvention, qui aurait alors été imposable. La dotation permet de financer la distribution de MLC aux MDC, ainsi qu'un important volet de sensibilisation avec des ateliers de formation aux MLC. Les éducateurs des MDC, eux-mêmes utilisateurs des sols-violette, ont été formés afin de pouvoir prendre le relais auprès des participants. Des réunions de sensibilisation (projection de films, repas-débats) mais aussi des rencontres mensuelles ont permis aux participants de partager leurs réflexions en expliquant comment ils dépensaient la MLC et ce que cela leur apportait. Les MDC travaillant avec des profils variés (chômeurs, travailleurs pauvres, retraités...), il ne s'agissait pas de fixer des critères d'attribution stricts. Il suffisait pour les participants d'être adhérents à l'une des MDC et de se porter volontaire sur un an. La motivation du

candidat, évaluée en fonction de son assiduité, était valorisée avec comme objectif de voir comment ces sols-violette pouvaient être utilisés dans des structures de soutien social.

Les résultats ont été partagés par l'association Sol-Violette. Sans augmentation quantitative du pouvoir d'achat par rapport à une subvention classique du même montant, on a pu observer une amélioration qualitative des conditions de vie des participants, essentiellement sur l'alimentation et l'accès à la culture. L'expérience a aussi permis aux participants de découvrir les opportunités d'emploi du secteur de l'ESS. Cela fut d'autant plus efficace que cela fut pratique, ludique et collectif. Les participants furent mis en contact avec le Crédit Municipal qui leur a fait découvrir le microcrédit à 0%, des programmes de désendettement, ainsi que des centres de réinsertion via lesquels certains chômeurs ont pu retrouver un emploi. Avec ce dispositif, c'est le capital social de toute la collectivité qui est renforcé.

Lorsque ces subventions ont pris fin, cette action s'est arrêtée, faute de fonds. Depuis 2020, l'association Sol-Violette veut réinvestir la question sociale, grâce à une enveloppe spécifique : le 5% solidarité. Lorsqu'un utilisateur de la monnaie locale convertit des euros en sol-violette, l'équivalent de 5% du montant est utilisé pour financer des actions de solidarité. Ce 5% solidarité ne s'applique pour l'instant qu'à la version coupon du Sol-Violette. Les actions de solidarité sont financées par période de 6 mois, renouvelables, avec validation en réunion plénière ouverte à l'ensemble des adhérents.

Le financement s'est donc fait par un appel aux dons / adhésions et a été complété par un résidu de trésorerie.

Les bons alimentaires

L'épidémie de COVID-19 a engendré une crise économique et sociale. Face au constat d'une précarité grandissante dans les quartiers toulousains, avec une situation d'urgence alimentaire, l'association Sol-Violette a décidé en mai 2020 d'agir en mettant en place une action spécifique visant à aider des personnes précaires.

Cette action a pris la forme de bons alimentaires : chaque mois pendant 6 mois (juin à novembre 2020), des bons alimentaires d'un montant 30 Sol-Violette ont été distribués à 20 familles. Les familles étaient choisies par les partenaires de l'opération (3 épiceries solidaires et 1 maison de chômeurs), qui sont des acteurs de la solidarité et qui connaissent et accompagnent les publics précarisés.

Les bons alimentaires pouvaient être dépensés au sein de ces 3 épiceries solidaires, pour l'achat de produits de première nécessité (alimentaires mais pas uniquement). Les épiceries étaient encouragées à échanger ces bons contre des Sol-Violette pour les réutiliser dans le réseau (par exemple en achetant des produits bios dans une Biocoop), permettant ainsi d'aider à la fois des personnes en situation de précarité, mais aussi le tissu économique du territoire.

Pour les étudiants, un groupe de travail interne au Sol-Violette a été mis en place, regroupant des étudiants des 3 écoles. Il identifiait les bénéficiaires à travers l'envoi d'un questionnaire et avec l'aide d'associations étudiantes.

Tous les mois, 20 Sol-Violette en format coupon sont remis aux étudiants bénéficiaires.

Ceux-ci peuvent les dépenser au sein du réseau de prestataires, mais ont également accès exceptionnellement aux épiceries solidaires partenaires.

Le budget : 29 000 euros répartis entre cette action et l'action bons alimentaires avec le Prix Toulouse Impact de Toulouse Métropole (10 000 euros), le Budget participatif sur l'alimentation durable de la Région Occitanie (15 000 euros), l'appel à projet en réponse à la crise sanitaire du Département de la Haute-Garonne (4 000 euros).

Action Cocagne Alimen'Terre

Comme évoqué sur l'action précédente, depuis 2020, l'association Sol-Violette veut réinvestir la question sociale, grâce à une enveloppe spécifique : le 5% solidarité

Suite à la fin du partenariat avec la maison de chômeurs Toulouse Ouverture 7, il a été fait le choix de monter un nouveau partenariat, avec l'association Cocagne Alimen'Terre. En effet, cette association a eu une première approche du Sol-Violette en recevant de la Monnaie Locale de la part d'une épicerie solidaire pour l'achat de paniers paysans. Comme ces sols sont dépensés par des salariés de l'association en chantier d'insertion, il a semblé

intéressant de leur faire bénéficier en parallèle et directement de la monnaie, afin qu'ils expérimentent individuellement et qu'ils en comprennent l'ensemble des tenants et aboutissants.

Le paiement en MLC est moins stigmatisant que les bons alimentaires.

Daniel Bellon pour La Roue

La Roue a été créée en 2011 dans le Vaucluse. Elle est diffusée par 7 associations également en Provence-Alpes du Sud. Une association « chapeaute » l'ensemble.

Elle comprend 1000 adhérents professionnels et 3000 adhérents particuliers dont 900 dans le Vaucluse (dont 300 professionnels). Quatre collectivités locales sont partie prenante : Le Grand Avignon, Marseille, Salon de Provence, Venelles. Les régies de l'agglomération du Grand Avignon acceptent la Roue pour deux salles de spectacles.

200 000 euros sont en circulation sachant que 1, 5 millions de monnaie ont été émises.

7 salariés, 60 bénévoles actifs et des services civiques œuvrent pour sa gestion et sa diffusion.

A Avignon, il y a 4 comptoirs dont le crédit municipal.

En 2020, dans le cadre du plan de relance post Covid, **un partenariat avec le Grand Avignon** a été établi.

« La monnaie locale est un outil adapté pour garantir une retombée locale du soutien à l'économie et ancrer les richesses économiques sur le territoire. C'est pourquoi le Grand Avignon souhaite renforcer l'usage de la Roue, monnaie locale complémentaire de Provence, déjà implantée sur le territoire. Cette mesure, programmée pour la rentrée, prévoit :

- **une adhésion de la collectivité à la monnaie locale**, qui permettra non seulement de mieux la faire connaître mais aussi de payer en roues dans certains équipements publics du Grand Avignon (Opéra, L'Autre Scène,...),
- **une campagne de promotion de la Roue** pour inciter les commerçants, les petites entreprises et bien sûr les consommateurs à l'utiliser et sensibiliser à son utilité et ses impacts positifs,
- **une bonification du change** : le consommateur aura la possibilité de dépenser ce « bonus » de conversion ou d'en faire don à une association de son choix.» *Extrait du dossier de presse - 9 juin 2020 Plan de soutien du Grand Avignon à l'économie locale*

Cela s'est traduit par un paiement des cotisations des entreprises acceptant La Roue, des prêts pour avance de trésorerie appuyés que le fond de garantie de la Roue et garantis par le Grand Avignon, des bonifications de change pour les particuliers à hauteur de 20% du change (12 roues pour 10 euros), des financements de roues pour les commerçants proposant des offres spéciales pour les paiements en Roues de leurs produits et services.

Le budget alloué par le Grand Avignon a été de 26000 euros. L'action s'est terminée en 2002.

En 2022, un partenariat a été établi dans le cadre du programme agricole territorial pour un renforcement des filières agricoles et alimentaires des adhérents de la Roue, avec un budget de 32000 euros.

Gérard Straumann pour La Graine

Territoires à vivres – plan de relance

La Graine va contribuer l'expérimentation avec 25 structures sur Montpellier, car la ML flèche bien sur « le sain et le local », sans stigmatisation. 300 familles auront 100 graines tous les mois pendant 1 an, en graine numérique pour pouvoir tracer l'utilisation qui en est faite (*ouverture d'un compte utilisable sur smartphone*). Les bénéficiaires donnent zéro, 20 ou 40 € contre les 100 graines. 110 €... Les 170 accepteurs actuels de la graine n'ont pas tous été fléchés, mais seulement sur 5/6 points de distribution, pour éviter les bistros...

Le budget est de 41.000 € en 2022, dont un fonds de dotation dû au projet d'aide alimentaire...

Réactions de la salle :

Marie-Hélène Dupuy (essaim de Florac) : est-ce pour se donner bonne conscience ? Rentre-t-on ainsi dans un système pervers dont on voudrait se débarrasser pour générer de la vraie solidarité ? Faut-il dépenser des heures de bénévoles pour un projet pareil ?

Olivier Vallée : parle des « food-stamps » aux USA, qui répondent à un profilage précis. Passer à une ML est un progrès.

Antoine Rabourdin (essaim du Vigan) : dans l'Aude, ils sont en train de réfléchir au revenu universel et il y a un projet de valorisation du covoiturage. Les économies Carbone sur les trajets seraient « payées » en monnaie locale...

Isabelle Guérin

socio-économiste à l'IRD Toulouse.

Le conflit est intéressant. Comment construit-on un pauvre ? est-il fainéant, alcoolique ? Les structures entretiennent parfois une stigmatisation de certaines populations. Peut-on faire des compromis sans se compromettre ?

La rencontre s'est terminée par la présentation non prévue de :

Philippe Lefebvre

40 ans dans l'économie réelle. Entrepreneur « ouvre-boîte ».

Projet autour de Pont Saint-Esprit (13 communes) sur la base d'une cryptomonnaie libre inventée par un mathématicien (cf. son ouvrage *Théorie relative de la monnaie*) : la June.

Principe : les adhérents touchent un dividende tous les jours, à partir de l'ouverture du compte. Parrainage par 5 adhérents qui certifient la réalité de la vie du nouvel adhérent.

La monnaie territoriale la Galline est indexée à la June. 10 junes = 100 gallines.

Objectif = supprimer la pauvreté.

Coopération d'un producteur pour faire fonctionner la galline : objectif autosuffisance alimentaire sur un modèle de micro-fermes de 5.000 m² à 1ha.

Il a été convenu de prévoir une réunion spécifique sur le sujet !

Pour en savoir plus : lemondelibre.fr ou fil telegram de La Galline

Pour en savoir plus :

Aller sur le site de l'Aïga pour consulter les ressources documentaires et vidéo :

<https://aiga-monnaieLocale.org/?Videos>

<https://aiga-monnaieLocale.org/?Articles>

Remerciements :

Les membres du cercle de gestion remercient l'ensemble des 53 participants d'avoir participé et enrichi la réflexion grâce à leurs interventions.

Nous remercions les intervenants pour la préparation de la rencontre et la qualité de leurs interventions. Celles-ci nous ont permis d'entrevoir comment répondre aux questions soulevées par l'étude réalisée en 2022 et surtout de prolonger la discussion, sans doute sous une forme moins conventionnelle, en petits-groupes de conversation au sein des groupes locaux Aïga.

Nous remercions Midi Libre, Lozère Nouvelle, Radio-Bartas, 48FM, Radio Intervalle, RCF, Radio Pays d'Hérault, de s'être intéressés à notre rencontre et de nous avoir donné la parole.

Nous remercions l'**Institut AGRO de FLORAC** de nous avoir accueilli afin de permettre à des étudiant.e.s de participer à la rencontre.

Enfin nous remercions La Bonne Fourchette de nous avoir régales.